



# UNE SEMAINE EN HAÏTI

## L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

*Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal*

N°1386

18 avril 2019

- **Nouvelle secousse sismique et passage d'une météorite dans le Sud-Ouest d'Haïti**
- **Crise : Beaucoup de promesses, sans résultats concrets des autorités face à une remontée de l'insécurité en Haïti**
- **Politique : Inquiétudes en République Dominicaine, après l'annonce du retrait de la Minujusth en octobre 2019**
- **Plus de 23 000 cas de rapatriements forcés de la République Dominicaine vers Haïti, de janvier à mars 2019**

### >> Nouvelle secousse sismique et passage d'une météorite dans le Sud-Ouest d'Haïti

Un séisme de magnitude 3.8 sur l'échelle de Richter, a été enregistré, le mardi 16 avril 2019 à Petit-Trou de Nippes (département des Nippes, une partie du Sud-Ouest d'Haïti), confirme à AlterRadio le sismologue et ingénieur géologue haïtien, Claude Preptit du Bureau des Mines et de l'Énergie. Aucun dégât n'est signalé. Encore une fois, il y a nécessité de faire preuve de prévention, en établissant des constructions parasismiques, tant les secousses sismiques sont fréquentes, un peu partout sur le territoire national, en Haïti, rappelle l'ingénieur géologue M. Preptit. L'épicentre de ce séisme a été localisé à 13 km, au nord de Petit-Trou de Nippes, à 51 km, au nord-ouest de Miragôane (chef-lieu du département des Nippes) et à 126 km à l'ouest de Port-au-Prince (département de l'Ouest d'Haïti). Une autre secousse sismique de magnitude 3.8, sur l'échelle de Richter, avait eu lieu le dimanche 7 avril 2019, à 3 kilomètres à l'ouest de Jean-Rabel (département du Nord-Ouest). Un séisme léger, de

magnitude 3.7 sur l'échelle de Richter, avait été enregistré en décembre 2018, particulièrement dans le département des Nippes. Par ailleurs, dans l'après-midi du dimanche 14 avril 2019, un début de panique a été observé dans le département de la Grande Anse, où a été entendu un bruit fort et mystérieux. Il n'y a pas lieu de paniquer. Il s'agissait d'une météorite, qui, pour l'instant, ne représente aucun danger pour la population de la Grande Anse, a souligné M. Preptit dans la presse, invitant chacune et chacun à garder leur calme. Tout en reconnaissant combien Haïti est un pays volcanique, le Bureau des Mines et de l'Énergie écarte toute possibilité de réveil d'un volcan sur le territoire. Les deux seuls volcans, répertoriés dans le pays, se situent à Thomazeau et au morne la Vigie, qui se trouve entre Titanyen et Saut-d'Eau. « En sommeil depuis près d'un million d'années, ces volcans ne représentent aucun danger pour la population ».

### >> Crise : Beaucoup de promesses, sans résultats concrets des autorités face à une remontée de l'insécurité en Haïti

Les nombreuses dispositions, annoncées par l'administration du Président Jovenel Moïse, pour freiner l'insécurité en Haïti. La population, qui continue d'exprimer ses préoccupations quant à la nonchalance et à l'apparence d'impuissance des autorités face à ce climat de terreur, est aux abois. Chacune et chacun exhortent leurs voisins et voisins à redoubler de vigilance, dans les rues et les quartiers, devenus progressivement espaces de non droit, occupés par des gangs armés, qui y font régner leur « loi de terreur ». Les riveraines et riverains, dans différents quartiers, à Port-au-Prince, déplorent encore, ces dernières semaines, de multiples cas d'agressions armées, de braquage, de vols de véhicules... perpétrés par des bandits armés, qui profitent d'une situation

d'impunité. Pour aller plus loin : [Des groupes armés déjouent le plan sécuritaire de la PNH, la société civile préoccupée « On tue à Canaan »](#), le nouveau bidonville créé au nord de la capitale, à partir d'août 2010, quelques mois après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, rapporte le quotidien « Le Nouvelliste ». Depuis plusieurs jours, une situation de tension provoque la paralysie des activités, surtout dans les quartiers de Cité Soleil, La Saline et au bas de la ville, plus particulièrement, au niveau de la Croix-des-Bossales, où des tirs nourris sont régulièrement entendus. C'est dans une atmosphère tendue que le premier ministre nommé, Jean Michel Lapin, a fait le mardi 16 avril 2019, le dépôt de ses pièces au bureau de la Chambre des députés, situé à

proximité de La Saline, pendant que retentissaient des tirs nourris, selon des informations rapportées par les médias. La panique aurait même gagné le Parlement. Aucune information n'a encore été communiquée, par les autorités policières, sur ce qui serait à l'origine de ce regain d'insécurité, en plusieurs endroits de la capitale. Dans la presse, sans donner plus de détails, Lapin qualifie de « guérilla » le banditisme armé, à l'origine de la recrudescence de l'insécurité en divers endroits sur le territoire national, en Haïti. Une rencontre spéciale a eu lieu, le mardi 16 avril 2019, entre les membres du Conseil Supérieur de la Police Nationale (CSPN), autour de l'expansion des gangs armés dans le pays, notamment dans la zone métropolitaine de la capitale, Port-au-Prince, se

contente d'informer Lapin. Les agents des forces de l'ordre seront renforcés à travers la capitale, a tenté de rassurer, le 16 avril 2019, le porte-parole de la Police Nationale d'Haïti (PNH), Michel-Ange Louis-Jeune. En dépit des multiples décisions, réitérées par l'administration politique actuelle, pour combattre l'insécurité, les gangs armés continuent de faire la loi dans divers quartiers populaires, notamment dans la grande agglomération de Cité Soleil, qui avait connu quelques années d'apaisement, et à La Saline, dans l'objectif de parvenir à contrôler le flux d'argent dans le plus grand marché public d'Haïti, le marché de la Croix des Bossales Pour aller plus loin : [Beaucoup de promesses, sans résultats concrets des autorités face à une remontée de l'insécurité en Haïti](#).

## **>> Politique : Inquiétudes en République Dominicaine, après l'annonce du retrait de la Minujusth en octobre 2019**

Le départ de la Mission des Nations Unies pour l'appui à la Justice en Haïti (Minujusth) aggraverait les risques de la crise en Haïti, avertit le Vice-président de la Force Nationale Progressiste (FNP), Pelegrin Castillo, rapporte le journal dominicain, Listin Diario. Cette crise pourrait se transformer en une crise insulaire, susceptible de nuire à la paix et à la stabilité en République Dominicaine et dans la région des Caraïbes, suppose Pelegrin Castillo, l'un des nationalistes dominicains, pourfendeurs réguliers, dans les médias dominicains, de la cause haïtienne, sur le territoire voisin d'Haïti. Les autorités dominicaines devraient prendre une position responsable sur la question haïtienne, car la communauté internationale continue de se désengager, estime de son côté, l'homme d'affaires Lizandro Macarrulla, ancien président de l'Association des Industries de la République Dominicaine. La situation en Haïti affecte toute la région, en particulier la République Dominicaine, souligne le Conseil National des Migrations et des Réfugiés en République Dominicaine (Menamird), qui qualifie d'« inopportune » l'annonce des Nations unies,

parce que cette décision onusienne interviendrait au fort d'une crise politique et économique sur le territoire voisin, d'après le site Acento. Le moment n'est pas propice à la sortie de la mission, en raison de la situation d'instabilité politique et sociale, réagit le sociologue dominicain Wilfredo Lozano, cité par le site Espacio de Prensa. La mesure concernant le retrait de la Minujusth en Haïti, proposée par la délégation des États-Unis, a été approuvée récemment, par 13 voix pour et 2 abstentions, dont l'une de la République Dominicaine et l'autre de la Russie. Cette résolution, adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations unies, proroge pour une dernière période de six mois le mandat de la Minujusth, créée en 2017 pour remplacer la Mission des Nations Unies de Stabilisation en Haïti (Minustah), qui a passé 13 ans dans le pays. Haïti fait toujours face à des défis importants, comme assurer le respect et la protection des droits humains, y compris les questions touchant à l'égalité et l'équité de genre, reconnaissent les Nations unies, appelant à promouvoir l'état de droit et la bonne gouvernance.

## **>> Plus de 23 000 cas de rapatriements forcés de la République Dominicaine vers Haïti, de janvier à mars 2019**

De janvier à mars 2019, 23941 cas de rapatriements forcés et 265 autres de retours volontaires ont été recensés, au niveau des points frontaliers officiels et non officiels d'Haïti, par la plate-forme Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GARR). 79 mineurs non accompagnés à Malpasse (département de l'Ouest) ont été également rapatriés dans des points non officiels de la commune de Ferrier (Nord-Est d'Haïti), au cours du premier trimestre de l'année 2019. Les personnes rapatriées pendant cette période, ont vécu entre trois mois et cinq ans en République Dominicaine. Il y a eu plus de migrants et migrants rapatriés, soit un total

de 10844 aux points frontaliers non officiels à Ouanaminthe/Dajabón, dont beaucoup se trouvent dans la commune de Ferrier. La frontière officielle de Carisal/Elias Piña (Plateau central) vient en deuxième position, avec un effectif de 6830 personnes, suivie du point officiel à Ouanaminthe/Dajabón, où 6089 personnes ont été dénombrées. Ensuite, vient le point officiel de Malpasse/Jimani (Ouest), avec 113 rapatriés, pour seulement le mois de mars 2019 Pour aller plus loin : [Rép. Dom. : Plus de 23 mille cas de rapatriements forcés vers Haïti, de janvier à mars 2019, enregistre la plateforme Garr](#).

### **A lire également :**

- [Économie : L'organisation Tèt kole ti peyizan ayisyen dénonce un projet gouvernemental d'accaparement des terres des paysans](#)
- [Économie : L'Edh déplore les répercussions néfastes de la rareté de l'essence sur la production électrique](#)
- [La décapitalisation d'Haïti sous le masque du « Nord-Est open for business »](#)
- [Le Parc industriel de Caracol, chronique d'un échec annoncé](#)